



Sans abri, mal logés, précaires : tous victimes du plan d'économie

Paris, le 24 avril 2014

En 2007, les Enfants de Don Quichotte installent leurs tentes sur le Canal Saint-Martin pour interpeller les pouvoirs publics sur la place faite aux plus exclus de notre société. Un an plus tard, le Collectif des Associations Unies est créé lors d'une seconde mobilisation sur les bords de la Seine à Paris. Le 31 décembre 2013, les 34 associations du Collectif à nouveau mobilisées sur le Canal Saint-Martin demandent au Président de la République de ne pas oublier les personnes à la rue et les mal-logés dans ses vœux aux Français.

Ces mises en garde ne semblent pas avoir été entendues. Pire, en annonçant le gel des prestations sociales, les associations du collectif sont consternées par l'absence de considération du gouvernement pour les personnes les plus pauvres de notre pays.

Le 16 avril dernier, l'annonce de la suspension du Plan quinquennal de lutte contre la pauvreté pendant un an a sonné comme un coup de tonnerre sur notre système de protection sociale. Alors que la crise économique s'aggrave avec 5 millions de personnes touchées par le chômage, que la pauvreté ainsi que le nombre d'allocataires du RSA augmentent (+ 7,4 % en un an), comment expliquer aux personnes exclues du marché de l'emploi que les minimas sociaux ne seront pas valorisés au delà de l'indice des prix avant octobre 2015 ? Comment vivre avec moins de 500€ par mois lorsqu'on est seul au RSA ? De la même façon, comment expliquer le gel des APL aux 6 millions de ménages aidés alors même que les coûts du logement sont en constante augmentation ?

Nous l'avons dit, nous le redisons aujourd'hui : notre société doit continuer à protéger les personnes face à la pauvreté, en renforçant les politiques de prévention, d'accès au logement et de soutien au pouvoir d'achat des plus modestes. Monsieur le Président de la République, précariser les plus démunis ne fera qu'accroître la crise politique et économique que notre pays traverse dangereusement.

A l'heure où les inégalités de revenu et de patrimoine ne cessent de croître, le Collectif des Associations Unies s'oppose fermement aux mesures d'économie qui frappent les plus modestes et demande solennellement au gouvernement et au Parlement de corriger cette injustice inacceptable.

Le Collectif des Associations Unies se réunira dans les prochains jours pour tirer les conséquences des annonces du gouvernement et décider des suites de son interpellation.